

Les consommations d'analyses et de prélèvements des laboratoires s'élèvent à 6,2 milliards d'euros. La pandémie de Covid-19 a conduit à une très forte augmentation des besoins en analyses, en raison des campagnes de dépistage du nouveau virus.

La consommation d'analyses et de prélèvements en laboratoires bondit en 2020

La consommation d'analyses et de prélèvements augmente de +37,4 % en valeur en 2020 pour s'établir à 6,2 milliards d'euros (*tableau 1*). Son poids dans la consommation de soins et de biens médicaux passe ainsi de 2,2 % en 2019 à 3,0 % en 2020.

Cette hausse est liée à la forte progression du volume des analyses et prélèvements (+39,0 % par rapport à 2019), induite par la mise en œuvre des tests PCR dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Pour sa part, l'indice de prix des analyses et prélèvements diminue légèrement (-1,1 %).

Entre 2011 et 2019, le taux de croissance annuel moyen de la consommation d'analyses et de prélèvements était en légère hausse (+0,5 % par an en moyenne). Depuis 2014, le chiffre

d'affaires des laboratoires au titre des actes remboursés est régulé par des accords prix – volume conclus entre les représentants des biologistes et l'Assurance maladie. Ces accords ont permis de contenir la dépense des actes des laboratoires soit par des baisses de cotation ciblées¹, soit par des actions de maîtrise médicalisée (par exemple, des campagnes d'information afin de limiter la prescription du dosage de la vitamine D).

La consommation en laboratoires portée par la réalisation des tests

L'augmentation de la consommation d'analyses en laboratoire est principalement liée aux tests PCR de dépistage de la Covid-19 : au cours de l'année 2020, 34,7 millions de tests PCR ont été effectués, en ville ou en établissements de santé. La très grande majorité d'entre eux a été réalisée en ville.

Tableau 1 Consommation d'analyses et de prélèvements de laboratoires

En millions d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Analyses de laboratoires	4 320	4 273	4 293	4 267	4 275	4 378	4 429	4 386	4 513	6 203
Évolution (en %)	2,5	-1,1	0,4	-0,6	0,2	2,4	1,2	-1,0	2,9	37,4
Prix (en %)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,9	0,9	-0,6	-1,1
Volume (en %)	2,5	-1,1	0,4	-0,6	0,2	2,4	2,1	-1,9	3,5	39,0
Nombre de laboratoires	3 970	4 017	4 079	3 997	3 963	3 889	3 843	3 864	3 888	3 915

Sources > DREES, comptes de la santé ; Insee pour l'indice des prix à la consommation.

¹ Le prix d'un acte d'analyses est défini à l'aide de deux éléments : la lettre clé, à laquelle correspond un certain montant en euros ou tarif (par exemple dans les laboratoires, la lettre TB vaut 2,52 euros), multiplié par la cotation de cet acte (car chaque acte correspond à un certain nombre de lettres clés). Par exemple, un prélèvement sanguin par un technicien de laboratoire vaut 1,5 TB, soit 1,5 x 2,52 euros. L'indice des prix à la consommation de l'Insee (IPC) ne prend toutefois pas en compte les

changements de cotation des actes mais uniquement la valorisation des lettres clés : les changements éventuels de cotation des actes se traduisent de ce fait par un pur effet de volume (*annexe 4*). Les tarifs des laboratoires n'ayant pas été revalorisés entre 2004 et 2015, l'évolution des prix selon l'IPC apparaît donc nulle pour cette période.

La consommation en laboratoire décline au mois de mars et avril sous l'effet du premier confinement, puis amorce une reprise à partir du mois de mai, lorsque débute la campagne de dépistage (*graphique 1*). L'activité progresse ensuite fortement de mois en mois jusqu'en octobre 2020. Au cours de ce mois, plus de 7,5 millions de tests ont été réalisés, ce qui représente un doublement de l'activité des laboratoires par rapport au mois d'octobre 2019 (en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables). L'activité se maintient en fin d'année à un niveau proche de celui observé au mois d'octobre 2020.

La Sécurité sociale finance plus de trois quart des dépenses en laboratoires

En 2020, la part des dépenses de laboratoires prise en charge par la Sécurité Sociale s'élève à 79,1% du financement total, soit 8,5 points de plus qu'en 2019 (*tableau 2*). La Sécurité sociale représentait depuis de nombreuses années une part stable de la consommation en laboratoires, aux alentours de 70%. La prise en charge des

tests PCR et antigéniques à 100% par l'Assurance maladie à compter de la fin juillet 2020 a conduit à une augmentation de son poids dans le financement des dépenses de laboratoires. Celui des complémentaires santé (mutuelles, sociétés d'assurance et instituts de prévoyance) est de 17,2%, en baisse de plus de 7 points par rapport à 2019.

Quant aux ménages, ils ont financé directement les laboratoires à hauteur de 138 millions d'euros en 2020, contre 121 millions en 2019, soit 2,2% du total en 2020 contre 2,7% en 2019.

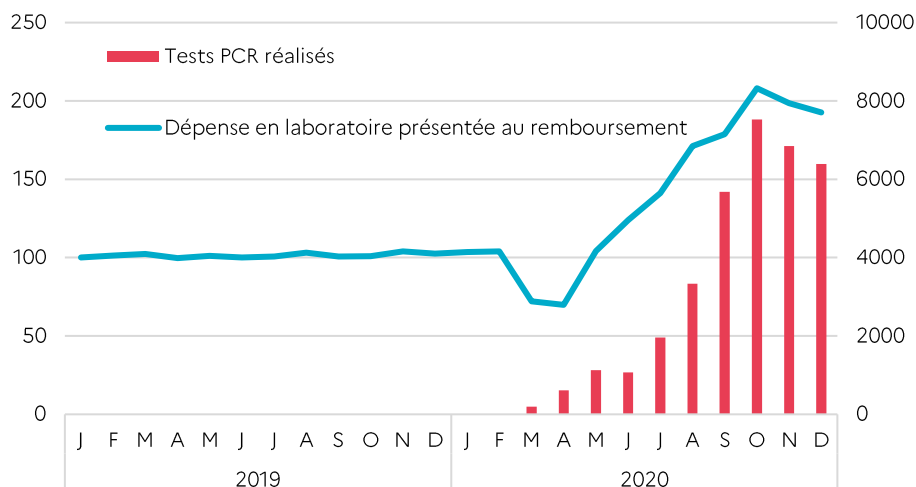
La baisse des parts restant à la charge des complémentaires santé et des ménages est la conséquence mécanique de l'augmentation du financement supportée par la Sécurité sociale.

Le nombre de laboratoires reste stable

Du point de vue de la structure du marché, le nombre de laboratoires, en légère baisse entre 2014 et 2017, augmente depuis modérément. En 2020, 3 915 laboratoires sont implantés en France (*tableau 1*), en hausse de 0,7% par rapport à 2019. La densité des laboratoires est stable depuis 2018 (5,8 pour 100 000 habitants) ■

Graphique 1 Évolution mensuelle des dépenses en laboratoires et du nombre de tests PCR réalisés en France en 2019 et 2020

Nombre de tests PCR réalisés, en milliers, échelle de gauche



Note > Base 100 en janvier 2019. Données corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CVS-CJO). Les données sur les tests incluent les tests réalisés à l'hôpital ou en ville. Les tests antigéniques étant en majorité réalisés hors laboratoires, ils sont exclus du champ.

Sources > CNAM pour la dépense en laboratoires ; DREES et SI-DEP pour le nombre de tests PCR.

Tableau 2 Répartition des dépenses de laboratoires par type de financeur en 2020*En millions d'euros*

	Dépenses en 2019	Part (en %)	Dépenses en 2020	Part (en %)
Sécurité sociale	3 187	70,6	4 906	79,1
État, CSS org. de base	89	2,0	89	1,4
Organismes complémentaires	1 116	24,7	1 070	17,2
Ménages	121	2,7	138	2,2
Ensemble	4 513	100,0	6 203	100,0

Source > DREES, comptes de la santé.